

Joseph-Hyacinthe BARMAN
le premier diplomate valaisan
au service de la Confédération suisse

1848-1857

par
Alfred-G. BERTHOD
Consul général de Suisse, Bordeaux

La célébration du cent cinquantième anniversaire du rattachement du Valais à la Confédération nous offre l'occasion d'évoquer les relations du premier diplomate valaisan avec le premier Conseil fédéral.

Nous n'entendons nullement faire une biographie du personnage, ni même donner un aperçu détaillé de son activité à Paris en tant que représentant diplomatique suisse, mais chercher à établir les conditions de son entrée au service de la Confédération comme celles de son rappel que J.-B. Bertrand a attribué à des motifs secrets ¹.

Il est cependant indispensable de suivre l'homme dans ses expériences, avec des préoccupations familiales souvent inavouées, et surtout dans son temps, c'est-à-dire en cette époque qui vit le réveil de la jeune Europe à travers les sursauts des consciences individuelles et nationalistes. L'influence de la politique apparaîtra, mais moins sans doute que les effets de manœuvres et d'ingérences qui expliqueront l'histoire.

I. L'homme

Joseph-Hyacinthe Barman, originaire de Saint-Maurice, Daviaz et Vérossaz, est né à Saillon, le 27 novembre 1800, fils de Joseph

¹ *Les Barman et leur rôle dans notre histoire contemporaine*, dans *Conté-déré* du 10 mai 1936 (N° du 75^e anniversaire).

Barman, qui fut président de Saint-Maurice, et de Marie-Angélique Cheseaux, fille du banneret de Saillon.

Les Barman comptaient déjà cinq générations d'officiers aux services du Piémont, de Savoie et de France. On ne peut s'étonner que Joseph Barman, avec ses frères plus jeunes, Louis, né en 1805, et Maurice, né en 1808, devinrent tous trois colonels de l'armée fédérale.

Après des études au collège des jésuites de Brigue, Joseph s'en fut à Turin où il se révéla brillant élève et obtint ses grades de docteur en droit en la Faculté de droit de la capitale sarde. De retour en Valais, où l'habitude se prit de l'appeler « Docteur Barman », il ouvrit à Saint-Maurice une étude d'avocat-notaire et y passa toute la première partie de sa vie politique.

Il épousa Marie-Patience-Célestine de Quartéry, née le 19 septembre 1806, qui sut prendre une grande influence sur lui et qui lui témoigna, si l'on peut en juger par la correspondance dont nous avons pu prendre connaissance, une affection vivace et profonde qui jaillit dans ses lettres en un style de grande amoureuse ².

Orateur brillant, Barman se voit confier très tôt des tâches importantes dans la vie publique. Il fut élu député à la Diète cantonale dès 1831 et fut choisi comme premier président du Grand Conseil valaisan en 1839 alors qu'il était déjà président de la bourgeoisie et du tribunal de Saint-Maurice.

On le trouve député du Valais à la Diète fédérale dès 1838 et ses qualités d'homme du monde de même que ses connaissances firent qu'il fut nommé — ce sera son apprentissage de diplomate — de la députation envoyée à Turin, en mai 1841, par les cantons de Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève pour obtenir du gouvernement sarde l'établissement d'un service postal accéléré entre Lausanne et Milan ³.

Homme politique, il fonda le journal *Le Courrier du Valais* et publia en 1839, sous l'anonymat, une brochure intitulée *Le Valais sous la constitution de 1815*.

Joseph Barman était non seulement le défenseur des idées nouvelles, mais l'âme du parti de la réforme de la constitution, bien que d'opinion très modérée, recherchant inlassablement aux

² Sion, Arch. cantonales (cité : AV), Fonds J. Marclay, correspondance non classée.

³ Baumgartner, landamman de St-Gall, commissaire fédéral en Valais en 1838, écrivait de lui : « Il joint à de grandes capacités naturelles une vaste culture et des manières distinguées, calme dans ses relations, animé d'intentions loyales. L'attrait de sa conversation s'accroît d'un physique très avantageux et d'une grande modestie ». Voir J.-B. Bertrand, article cité, et L. Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, pp. 300-301.



Joseph-Hyacinthe Barman
(1800-1885)

Portrait par Louise Fauquet, 1855
(Saint-Maurice, La Tuilerie)

difficultés politiques de l'époque des solutions conciliatrices et se félicitant de chaque succès remporté dans l'apaisement des passions.

A l'issue d'une réunion d'un millier de personnes qu'il présidait à Martigny, le 9 avril 1838, pour entendre les propositions des commissaires fédéraux venus en Valais pour chercher à rétablir l'unité du canton, il réussit à retenir la troupe qui se mettait en marche pour « chasser de Sion, le gouvernement du privilège »⁴.

En qualité de président du comité d'organisation du Tir Cantonal de 1839, il saisit l'occasion de son discours d'inauguration pour appeler le rapprochement des diverses parties du pays, mais les Haut-Valaisans boudèrent la manifestation⁵.

Dans un remarquable exposé, lors de l'ouverture de la première réunion du Grand Conseil, il précisa ses vues sur les réformes à introduire pour que le pays puisse s'élever au rang qui lui appartient et, le 3 avril 1840, après l'affaire d'Evolène et l'assassinat de Pierre de Courten à Sierre par des réactionnaires excités, le D^r Barman renouvela par une proclamation aux populations des dizains orientaux ses appels à la concorde et à l'union. Il devait réussir par une persuasive éloquence à faire reconnaître le gouvernement de Sion à tout le canton déclarant dans une nouvelle proclamation : « Datons désormais du 13 avril 1840. Ce jour ouvre une ère nouvelle, ère de confiance réciproque, d'estime mutuelle, de vœux et de travaux communs »⁶.

Il faudrait aussi citer intégralement son discours d'ouverture de la nouvelle session du Grand Conseil, le 18 mai 1840, après lequel il se désista de son poste, mais fut réélu président par 66 suffrages sur 73 votants, manifestation de l'estime en laquelle il était tenu⁷.

Les temps difficiles n'étaient malheureusement pas encore tous vécus et, après la défaite des radicaux au combat du Trient, le 24 mai 1844, le Conseil d'Etat nommait un tribunal pour rechercher et punir les coupables. Les partisans du mouvement furent condamnés à des peines allant jusqu'à l'exil⁸. J.-H. Barman était de ceux-là.

Après un bref séjour à La Tour-de-Peilz chez Rigaud, député genevois à la Diète fédérale⁹, on trouve Joseph Barman enseignant à l'Académie de Lausanne. Le 28 décembre 1844, d'après

⁴ L. Ribordy, *op. cit.*, pp. 306-307.

⁵ *Ibidem*, pp. 342-344.

⁶ *Ibidem*, p. 374.

⁷ *Ibidem*, pp. 378-382.

⁸ P. de Rivaz, *Histoire contemporaine du Valais*, t. I, Sion, 1946, p. 7.

⁹ Ed. Chapuisat, *Joseph-Hyacinthe Barman et Jean-Jacques Rigaud. Une correspondance politique*, dans *Ann. val.*, 1952, p. 254.

la correspondance qui lui était adressée ¹⁰, il habitait la maison Secrétan, descente d'Ouchy, à Lausanne.

Sa situation ne doit pas être brillante puisqu'il écrit, de cette ville, le 9 janvier 1845, à son frère Maurice :

« On m'a fait des ouvertures pour me charger de la rédaction d'un journal, mais j'ai de la politique par-dessus la tête » ¹¹.

Son fils unique, Albert-Antoine-Maurice, né le 6 décembre 1829, et sa femme sont avec lui. Il envisage alors un départ à l'étranger.

Une lettre de son frère Louis à son frère Maurice, datée du 6 juillet 1845, est très précise à ce sujet. On y lit, en effet :

« Joson m'écrit son projet d'aller se fixer à Paris ; je l'ai encouragé pour le cas où il trouverait à s'y placer convenablement, mais je ne crois nullement qu'il réussisse ... Recommande donc bien à Joson de ne pas quitter Lausanne s'il n'a la *certitude* [*le mot est souligné*] d'être placé à Paris ; il en reviendrait bientôt et cela après avoir inutilement dépensé des sommes d'argent. Mais si Célestine [*son épouse*] le veut, ça se fera ; quand elle a parlé, c'est tout dit. Je pense comme toi que si Joson rentrait en Valais, il pourrait plus que partout ailleurs faire d'excellentes affaires, mais c'est précisément à cause de Célestine que je le verrais volontiers se fixer ailleurs » ¹².

Dans cette même lettre, Louis trace le portrait de sa belle-sœur. Il la dépeint sans ménagement, lui attribuant un caractère intraitable avec des airs hautains, lui reprochant d'émettre des boutades aigres, violentes, sur chacun, et de tenir des propos inconsidérés qui lui ont aliéné tout le monde. Il dit aussi qu'elle est devenue une tout autre femme depuis qu'elle s'est faite *grande dame* [*ces deux mots soulignés dans la lettre*], depuis qu'elle a abordé des questions religieuses et morales, mais surtout de politique. Louis Barman ajoute philosophiquement : « Quand on n'a que de l'esprit pour faire de la politique, on a bien peu de chose », en n'hésitant pas à formuler une observation judicieuse : « En abritant constamment son mari sous ses ailes, en se donnant partout pour son bouclier, elle contribue moins à le protéger qu'à le faire paraître plus petit et plus vulnérable qu'il n'est ». Il conclut cette diatribe en déclarant : « si la calomnie accable, le ridicule tue », et termine en relevant que, néanmoins, « il l'apprécie comme il doit l'aimer ».

Une autre lettre du même au même, datée du 20 octobre 1845, nous apprend que l'installation de Barman et de sa famille à Paris ne paraît pas facile, mais sans précisions. On lit pourtant :

¹⁰ AV, Fonds J. Marclay.

¹¹ AV, Fonds Pierre de Torrenté, Correspondance Maurice Barman (non classée).

¹² *Ibidem*.

« Joseph m'écrit de Paris, il y a six semaines. Je trouve ses appointements bien mesquins pour un travail journalier de 8 heures et surtout avec ses talents. Ce que Joson devrait faire avant tout à Paris, c'est de beaucoup se produire, se créer des relations, voir du monde, etc. C'est le seul moyen de réussir dans ce pays, c'est l'instruction et plus tard l'établissement de son fils »¹³.

Barman avait écrit à son ami Jean-Jacques Rigaud à Genève, le 29 août 1845, de Paris déjà, en lui disant qu'il est employé en qualité de commis dans la maison Dassier et en lui recommandant certains placements¹⁴. Il pouvait effectivement faire mieux.

En Suisse, la Diète fédérale avait repris le 7 juillet 1845 la recommandation déjà faite le 24 février 1845 et demeurée alors sans résultat, aux cantons de Lucerne, Argovie, Tessin et Valais d'accorder une amnistie générale pour les délits politiques des dernières années, mais une fois encore il ne se trouva pas de majorité pour suivre cette proposition¹⁵.

A Paris, Barman est en soucis pour ses affaires du Valais et madame Barman, dans une lettre du 25 juin 1846, parle de la nécessité de réaliser les immeubles du pays¹⁶.

Des événements particuliers et généraux allaient permettre l'entrée de Joseph-Hyacinthe Barman au service de la Confédération.

Le 28 novembre 1847 mourait le ministre de Suisse à Paris, Georges de Tschann, qui avait occupé les fonctions de représentant diplomatique suisse de 1814 à cette date et aussitôt Barman songe à ce poste.

II. La nomination

Par une lettre du 10 décembre 1847, il engage son frère Maurice à entreprendre des démarches en lui confiant :

« J'ai reçu une lettre de Munzinger qui me dit que plusieurs députations pensent à moi, mais qu'il faudrait faire dire un mot à Ochsenbein et à Fazy. Il ne me parle pas de Rilliet, ce qui me fait croire qu'il n'a pas de chances. Si tu connais quelqu'un qui soit bien avec Ochsenbein, je te prie de lui écrire. Quant à Fazy, je sais que Huber s'est adressé à lui et qu'il y compte. Munzinger me dit que l'élection se fera sous peu : il n'y a ainsi pas de temps à perdre. (A cause des élections au Grand Conseil en cours.) Je compte peu sur la réussite, mais comme c'est une magnifique

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ Ed. Chapuisat, *op. cit.*, p. 254.

¹⁵ Numa Droz, *Histoire politique de la Suisse au XIX^e siècle*, dans P. Seip-pel, *La Suisse au dix-neuvième siècle*, t. I, Lausanne, 1899, p. 235.

¹⁶ AV, Fonds J. Marclay.

position, je ne veux pas avoir de regrets de n'avoir pas fait quelques démarches. — Si tu allais à la Diète, c'est ce qu'il y aurait de mieux, mais je comprends que tu ne peux guère quitter. Enfin, ne néglige rien de ton côté, je t'en prie et je te le répète, il n'y a pas de temps à perdre. Toutefois, je ne veux pas me mettre en lutte avec Rilliet, s'il a des vues »¹⁷.

Et cette missive se termine, malgré les déclarations enregistrées précédemment selon lesquelles Barman ne voulait plus faire de politique, par une série d'appréciations sur les sujets les plus divers qui retenaient alors l'attention en Valais, ainsi que par des conseils et des aperçus qui témoignent de la vigueur de son patriotisme et de l'intérêt qu'il ne cesse de porter à son pays.

Le mouvement des idées ne cesse de l'intéresser ; aussi ne faut-il point s'étonner de le voir saluer avec enthousiasme la proclamation de la république de Paris.

Tandis qu'à Berne, les radicaux illuminent le soir du 27 février 1848¹⁸, avec cent bougies, leur siège principal l'hôtel de l'Ours, les Suisses domiciliés à Paris ne demeurent pas cois.

Certains projettent une manifestation de sympathie, mais Delley¹⁹, qui administre la légation de Suisse, déconseille une telle démonstration²⁰, qui pourtant se réalise et voit Barman féliciter le gouvernement provisoire à l'hôtel de ville de Paris.

Reinhard, chargé d'affaires intérimaire de France à Berne, en avise Lamartine, ministre des Affaires Etrangères à Paris, par une note spéciale ou tout au moins lui confirme les échos donnés en Suisse par la presse²¹.

De son côté, Barman ne signale l'événement à son frère Maurice que dans sa lettre du 20 mars : « Tu auras vu par les journaux que j'ai porté la parole pour les Suisses à l'hôtel de ville ; cela leur a fait plaisir ; aussi signaient-ils une pétition à la Diète en ma faveur ainsi que le comité qui s'est formé pour une souscription en faveur des victimes de la guerre, laquelle a produit 7000 fr. J'aimerais savoir l'époque où la Diète se réunira, afin que la pétition ne reste pas en arrière. En as-tu parlé à Zen Ruffinen ? On est très mécontent de Delley qui a mis beaucoup de mauvais vouloir pour la manifestation en faveur du nouveau gouvernement »²².

¹⁷ AV, Fonds P. de Torrenté.

¹⁸ K.-J. Durheim, *Chronik*, p. 256.

¹⁹ Delley fut pendant vingt-six ans au service de la légation. Il fut remercié le 15 décembre 1852 par Barman qui le remplaça par son fils. Voir H. Bessler, *La France et la Suisse de 1848 à 1852*, Paris, 1930, p. 165, note 32.

²⁰ Paris, Arch. du ministère des Affaires Etrangères, Fonds correspondance politique (cité MAE), Suisse, vol. 561, fol. 245 : Dépêche de Thiard à Bastide.

²¹ *Ibidem*, vol. 561, fol. 10 : Dépêche de Reinhard à Lamartine.

²² AV, Fonds P. de Torrenté.

Nous jugeons utile de citer tout cet important passage, car il faudra s'en souvenir quand il sera question des conditions du rappel du ministre Barman.

Pour le moment, bornons-nous à enregistrer que le Valaisan poursuit son idée d'être candidat au poste diplomatique parisien.

En Suisse, des amis cherchent à le tenir informé, tel D. du Thon, de Bonvillars, qui lui écrit le 29 mars 1848 : « Il y a quinze jours que je suis de retour d'un petit voyage à Lausanne et Genève ; j'ai eu l'occasion de voir quelques personnes à qui j'ai demandé pourquoi on ne nommait pas le chargé d'affaires et qui on supposait qui avait le plus de chance de l'être ; toutes m'ont semblé désirer que ce fût vous ; il m'a paru que vous jouissiez généralement parmi des gens de différentes couleurs de l'estime que vous méritez à tous égards ; cependant on me disait que vous auriez peut-être un puissant concurrent en M. Neuhaus : quant à M. Huber, malgré la protection de Lamartine, on lui rend trop amplement justice pour que je le croie très dangereux ; pour ce qui est de M. Rilliet qu'on accuse de siffler parfois la linotte, il s'est nui pendant un commandement, on ne lui croit pas assez d'aplomb. Je puis vous dire *avec parfaite vérité* qu'il ne s'est jamais rencontré dans le cours de ma vie une occasion où j'ai autant regretté de me sentir un homme sans la moindre petite influence ; si j'avais pu vous être utile, je n'aurais pas compté mes pas, ma conscience m'aurait donné le témoignage qu'en vous servant, je servais bien ma patrie »²³.

L'attente de Barman doit être d'autant plus pénible que sa situation n'est toujours pas satisfaisante. Du Thon lui écrit, le 12 mai, qu'il ne s'explique pas pourquoi la nomination d'un chargé d'affaires à Paris n'est pas encore intervenue et il précise son opinion en ajoutant : « Quelques fois je pense que si vous pouviez obtenir une bonne place, cela vaudrait bien autant »²⁴.

Barman, comme il l'écrivait à son frère Maurice, désire donc bien le poste diplomatique jugeant qu'il s'agit là d'une magnifique situation et nous le verrons assez tôt exprimer ses déceptions.

On peut consulter, aux Archives fédérales, les originaux²⁵ des pétitions que signèrent les Suisses de Paris et qui furent adressées à la Diète fédérale pour lui demander de repourvoir sans retard la représentation officielle de la Suisse à Paris en choisissant « un homme dont les antécédents répondent de son patriotisme ferme et éclairé, aussi éloigné de la forfanterie que de la pusillanimité », en jetant ses vues « sur Monsieur Barman,

²³ AV, Fonds J. Marclay.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ Berne, Arch. fédérales (cité : AF), Diète 1814-1848 (cité : Diète). Annexes aux procès-verbaux de la diète ordinaire 11. 5. - 27. 6. 1848, vol. 133, fol. 84 et suiv.

Angers le 22 mai 1848. Ann. 7.

84.

A la Haute Dieté Fédérale

Monsieur le Président & Très Honorés Messieurs

Nous, Citoyens Suisses établis à Paris, faisons la
libre et librement votre attention sur l'urgence de répondre dans retard, à
la plume de charge l'urgence Suisse à Paris, dans des circonstances aussi
graves.

Nous espérons que vous allez immédiatement combler cette
lacune, en choisissant un homme qui connaisse bien et la Suisse
de France, un homme dont les antécédents répondent de son patriotisme,
sérieux et éclairé, aussi, éloigné de la fétidité que de la pusillanimité,
soutenant avec calme et dignité les Droits de la Suisse & ceux des
Sagrestants.

Nous désirons qu'il serve de lien entre les nombreux
Suisses établis à Paris, qui vivent actuellement dans un isolement
presque complet les uns des autres. — Le nouveau régime qui vient
d'être inauguré en France, rendra cette tâche plus facile.

Des plus intéressés à ce que cette place soit dignement
occupée, nous vous prions Monsieur le Président & Messieurs, de
vouloir bien jeter vos vues sur Monsieur Barman, Docteur en Droit
qui a dirigé plusieurs fois au milieu de vous & qui nous paraît
réunir toutes les qualités ci-dessus énumérées. — Vous acquiescer
ainsi de nouveaux Droits à notre reconnaissance.

Nous avons l'honneur Monsieur le Président
& Très Honorés Messieurs, de vous offrir l'assurance de notre
haute considération.

Paris Mars 1848.

Ch. Kuchenthal

Kämpfer

Dr. L. L. L. L.

Dr. L. L. L. L.

Dr. L. L. L. L.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

M. M. M. M.

Fig. 2. Reproduction d'un ex. de la pétition des Suisses de Paris. Le format de ces documents (37 cm x 25 cm) ne permet guère d'accepter la déclaration de Delley prétendant que certaines signatures y furent apposées par surprise.

docteur en droit, qui a siégé plusieurs fois au milieu de vous » (voir p. 291).

Tous les textes sont de la même main et le premier exemplaire annonçait les suivants en déclarant qu'on espérait réunir au moins 400 signatures, mais on en compte au total seulement 333.

Par une lettre du 3 mars 1848, Delley informe le président du Directoire fédéral que M. Huber-Saladin, qui d'abord aurait eu quelque idée de se proposer pour remplacer M. de Tschann, lui a avoué qu'il n'y pensait plus ²⁶.

La nomination du chargé d'affaires de Suisse à Paris est finalement à l'ordre du jour de la diète, en date du lundi 22 mai 1848, bien que les représentants de Fribourg et d'Appenzell Rhodes-Extérieures aient demandé le renvoi à une prochaine session en recueillant au vote l'appui de Zurich, Lucerne, Uri, Schwyz, Glaris, Neuchâtel et Genève ²⁷.

Les candidats suivants se sont annoncés par écrit :

- a) Monsieur R. Merian, im Rothhaus près de Bâle, par lettre du 25 janvier 1848 ;
- b) Monsieur Urban Schaller, consul commercial suisse à Alger, par lettre du 20 mars, et
- c) 333 Suisses domiciliés à Paris ont demandé à la Diète que Monsieur Jos.-Hyacinthe Barman, docteur en droit, du canton du Valais, se voie confier ce poste important.

Ce dernier est élu par 13 voix, tandis que six vont à Schaller, une à Huber-Saladin et une à l'ancien maire Neuhaus.

Il y a dans la correspondance du Fonds Marclay des lettres de félicitations reçues par Barman à cette occasion. Un quémandeur de faveurs, l'ex-colonel Gampert (1797-1854), qui fut député au Grand Conseil de Genève, voudrait la carte d'entrée à la loge diplomatique de l'Assemblée Nationale afin que son fils puisse assister à une session ; il écrit même : « Je saisis l'occasion pour vous dire combien j'ai éprouvé de satisfaction ; le jour où j'ai appris le décès de M. Tschann, j'ai dit et l'ai souvent répété : l'homme, par excellence, pour représenter dignement la Suisse est M. Barman. »

Le général Thiard, ministre plénipotentiaire de France ²⁸, à

²⁶ AF, Diète, Correspondance du chargé d'affaires à Paris 1847-1848, vol. 1905, fol. 150.

²⁷ AF, Diète, Procès-verbaux de la diète ordinaire 11. 5. - 27. 6. 1848, vol. 132, pp. 160-161.

²⁸ Lamartine, se conformant au protocole d'Aix-la-Chapelle, avait supprimé le titre d'ambassadeur. Thiard fut nommé à Berne le 4 mars 1848 ; il se retira le 20 mai 1849, prit sa retraite à Paris et mourut le 28 juin 1852. Voir H. Bessler, *op. cit.*, p. 129.

Berne, annonce immédiatement cette nomination à Jules Bastide, alors sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, non sans remarquer :

« Monsieur Barman est en ce moment à Paris ; c'est lui qui avait porté la parole au nom des Suisses lorsque je les ai présentés à l'hôtel de ville au gouvernement provisoire avant de quitter la capitale » ²⁹.

Simultanément, le Directoire fédéral adresse son information officielle à Bastide en présentant le nouveau chargé d'affaires comme étant d'un patriotisme éclairé et en précisant que « sa prudence éprouvée et son expérience des affaires nous sont un sûr garant qu'il contribuera à maintenir et consolider » les relations existantes ³⁰.

Il faut relever que, dans sa lettre à Barman, le Directoire lui déclare : « La Diète vous a confié cette place importante pour la durée légale d'une année », mais le renouvellement du mandat s'accordera sans difficulté jusqu'en 1857.

Barman n'eut qu'à se louer du bon accueil qu'on lui fit lors de la remise de ses lettres de créance, ainsi qu'à l'occasion de multiples démarches auprès de Bastide ³¹.

La première dépêche de Barman en sa nouvelle qualité est du 1^{er} juin 1848 ³² et Bessler résume les premières affaires dont il s'occupa. Les motifs d'intervention ne manquaient pas : des Suisses avaient été condamnés et demeuraient détenus pour avoir participé aux insurrections ; des compatriotes avaient placé leurs avoirs dans une caisse mutuelle d'épargne supprimée par l'ancien gouvernement français ; les réfugiés en Suisse étaient trop turbulents ; des modifications devaient être apportées aux taxes postales et aux traités de 1815 ; les incidents de frontière étaient nombreux et s'ils se liquidaient très amicalement, encore fallait-il s'en occuper.

Nous ne devons pas non plus oublier les affaires consulaires.

Que représentait le travail à la légation de Suisse à Paris à l'époque ? On peut s'en faire une idée par la lettre que le gérant provisoire Delley adresse au président du Directoire fédéral, le 31 mai 1848, annonçant qu'il remet le poste à Barman.

Delley saisit cette occasion pour solliciter sa nomination de chancelier, poste à créer et déjà proposé par Tschann. On compte, explique-t-il, 25 000 Suisses à Paris. C'est lié à 15 000 expéditions de chancellerie et signatures sans compter les demandes de renseignements et les solliciteurs de secours qui se présentent à

²⁹ MAE, Suisse, vol. 561, fol. 245.

³⁰ *Ibidem*, fol. 247.

³¹ H. Bessler, *op. cit.*, p. 50.

³² *Ibidem*, p. 50, note 32.

chaque instant. « Cette nomination dont je serais très honoré me permettrait d'apporter un grand soulagement au chef de mission qui, n'étant plus aussi astreint à rester journellement à son domicile, pourrait aller traiter en personne au-dehors un grand nombre d'affaires beaucoup plus avantageusement qu'il ne pouvait le faire jusqu'ici. Il aurait de plus l'avantage de pouvoir, comme font tous les jours les autres chefs de mission, fréquenter du monde et aller en ville recueillir des renseignements et des nouvelles dont la communication immédiate ne laisserait pas que d'avoir, à beaucoup d'occasions, une haute importance pour l'autorité fédérale »³³.

La vie mondaine ne saisit pas d'emblée le nouveau diplomate ; à sa famille en Suisse, Barman écrit en février 1849 qu'il se borne à assister à quelques soirées, en demandant à son frère Maurice de lui faire parvenir un peu de malvoisie de bonne qualité en spécifiant : « Je ne suis pas pressé ; pour la première année, je vais avec beaucoup de prudence »³⁴, ce qui doit signifier qu'il ouvre ses salons.

Ses lettres sont des documents exceptionnellement riches en tous domaines. Barman fait quelquefois des rapports complets sur certaines attitudes ou affaires. Il faudrait relever nombre de ses réflexions et la place nous manque, ainsi que le temps de les extraire et de les classer, car il saute aisément d'un sujet à l'autre. Le style est toujours très plaisant : l'expression, juste ; l'écriture peut être inégale, mais toutes les lignes retiennent l'attention.

Le 16 décembre 1849, à Maurice encore, ne dit-il pas :

« Je ne sais si tu as fait une bonne affaire en achetant le terrain de Saillon ; le produit sera bien faible et en Valais il vaut mieux avoir quantité que qualité. Si tu veux, je te vendrai mes vignes de Saillon. »

Revenant à la ligne, il poursuit :

« Mon colloque avec le président [Louis-Napoléon] a fait le tour de l'Europe. Voici ce qu'il y a de vrai. Le président me dit qu'il était bien malheureux que les élections de Genève soient radicales. Je lui ai répondu que, quoi qu'il en soit, le gouvernement de Genève remplirait ses devoirs internationaux et il me dit : « Je n'en doute pas ». Du reste, il est vrai que je suis à peu près le seul qui le qualifie de président et non de prince ou de monseigneur. Personne ne lui dit Altesse. »

Après s'être plaint de l'abus de confiance qui lui a fait dire dans la presse que le président « n'était pas content », il se déclare contrarié de l'insertion. Puis il mentionne qu'il est très occupé depuis quelques jours : il y a une masse d'affaires et il faut qu'il se tienne au courant des nouvelles : « La Russie et Vienne sont

³³ AF, Diète, Correspondance..., vol. 1905, fol. 186.

³⁴ AV, Fonds P. de Torrenté.

très mal disposées pour nous au sujet des réfugiés. Neuchâtel est une épée de Damoclès ! Voilà une question vitale pour nous et devant laquelle on ne bronchera pas, je l'espère » ³⁵.

Comment le juge-t-on à Berne à ce moment ? Madame Barman l'a écrit à son fils le 16 décembre 1849 :

« Ton père a reçu ce matin le rapport du Conseil fédéral au Conseil des Etats relatif aux chargés d'affaires de Suisse à Paris et à Vienne. Il dit en parlant du chargé d'affaires à Paris : M. Barman dont nous devons mentionner avec reconnaissance l'activité, les lumières et le dévouement aux intérêts de la patrie » ³⁶.

Sa santé commence à le chicaner et, le 23 mai 1850, il sollicite un congé de six semaines auprès du président de la Confédération pour pouvoir effectuer une cure à Loèche, ordonnée par les médecins, ce qui lui permettra de mettre de l'ordre en ses affaires du Valais que son « départ précipité » y a laissées en grande souffrance ; il ajoute : « J'avoue d'ailleurs être très désireux de revoir nos montagnes » ³⁷.

Il s'agit donc de son premier retour en son pays depuis l'exil, mais il n'ira pas à Loèche, mais plus près, à Lavey-les-Bains.

Il y est encore le 1^{er} août 1850 et on ne me tiendra pas rigueur de citer un passage d'une lettre au président de la Confédération qui prouve que, malgré ses dénégations précédentes, il ne demeure pas indifférent à ce qui se passe dans son canton.

« J'ai trouvé, écrit-il, la situation politique du Valais bien meilleure que je m'y attendais. La masse du peuple est satisfaite, mais le clergé et la plupart des anciens meneurs gardent leurs rancunes et leurs espérances. Ils n'ont heureusement plus la même influence. Je crains qu'on exploite la nouvelle loi financière. L'impôt progressif ne passera probablement pas » ³⁸.

Comment ses compatriotes l'ont-ils accueilli ? Nous n'avons pas retrouvé d'observations à cet égard, mais le poste qui lui a été confié par le Conseil fédéral ne paraît pas être bien connu ni compris. Est-ce par réminiscence ou attribution de plus grands pouvoirs qu'une lettre est adressée par Adrien de Riedmatten, le 19 août 1850, à « M. le D^r Barman, résident suisse près le Gouvernement de France, présentement à Saint-Maurice » ?

On ignore encore de nos jours et assez fréquemment les dénominations et les fonctions de nos représentants à l'étranger. Sans rappeler les oppositions qui durent, voici quelques années, être vaincues pour que l'appellation d'ambassadeur soit adoptée,

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ AV, Fonds J. Marclay.

³⁷ AF, Département Politique Fédéral, 1848-1917 (cité DPF), Légation de Suisse à Paris (Ministres), carton 350, pièce 18.

³⁸ *Ibidem*, pièce 20.

je voudrais rapporter ici un propos d'un autre Valaisan qui fut aussi un grand diplomate, Henri de Torrenté, de nombreuses années ministre avant d'être nommé ambassadeur à Londres et à Washington. Il aimait à dire qu'un de ses amis de Sion, estimant son avancement trop lent, lui avait fait la remarque suivante : « Mais dis-moi, depuis le temps que tu es ministre, quand est-ce qu'on te nommera consul ? » Avec le développement incessant de nos relations avec l'extérieur, il serait cependant nécessaire que l'on sache mieux au pays ce que sont nos agents diplomatiques et consulaires et ce qu'on peut en attendre ³⁹.

III. Paris

Nous ne suivrons pas les activités de Joseph-Hyacinthe Barman à Paris pendant les années qu'il passa au service de la Confédération, mais nous ne pouvons pas non plus arriver sans autre à celle de son rappel. Certains événements qui se sont produits au cours de sa carrière, son attitude personnelle qui paraît ressortir d'une conscience et d'une fermeté d'opinion, de même que les appréciations portées sur lui tant par les représentants français en Suisse que par des Suisses, doivent rapidement être rappelés pour autant qu'ils annoncent et laissent prévoir le dénouement qui interviendra en 1857.

Les ministres des Affaires Etrangères qui eurent à connaître Barman furent tous et invariablement bienveillants pour la Suisse, ce qui en principe le présume également pour son représentant diplomatique. Lamartine connaissait personnellement Barman ; Alexis de Tocqueville connaissait bien la Suisse : dans son *Analyse politique de la Confédération*, il écrit : « Il y a des cantons, il n'y a pas de Suisse ! » Barman s'est toujours déclaré enchanté du concours empressé et amical qu'il obtenait de ce ministre. Nous sommes toujours en république. Le général de La Hitte qui lui succéda garda pour notre pays des dispositions très favorables. Barman regretta son départ, mais il n'eut à se plaindre ni du baron Brenier, ni du Rochelais Pierre Baroche, qui pourtant soutint très sérieusement les revendications des Israélites. Le marquis de Turgot, qui prit les Affaires Etrangères le 26 octobre 1851, fut plus réservé dans ses relations avec Barman, quoiqu'il eût bien du mérite à ne presque pas tenir compte de l'animosité que cherchait à provoquer le comte de Salignac-Fénelon, chargé d'affaires à Berne en 1849, puis ministre plénipotentiaire dès le 7 janvier 1852. Ses dépêches décèlent toutes des opinions nettement réactionnaires. Ses amis à Berne et en

³⁹ Nous avons eu à constater cette méconnaissance à l'occasion de plusieurs conférences que nous avons faites dès 1955, dans des Rotary-Clubs notamment, sous le titre : « Tâches, missions et servitudes d'un consul de Suisse ».

Valais appartiennent au parti conservateur. Dès lors, mes lecteurs sauront faire la part des choses en lisant le rapport qu'il adresse au marquis de Turgot, le 10 février 1852 :

« Le Conseil fédéral est surpris de la coïncidence de nos réclamations avec les efforts des conservateurs bernois pour rester au pouvoir, avec l'esprit de cantonalisme et de modération qui perce maintenant dans le canton de Vaud. Il craint que la nouvelle, vraie ou fausse, d'une coalition des cabinets étrangers ne provoque à l'intérieur une nouvelle coalition des catholiques et du parti conservateur. Dans cette pensée, et comme il n'a point une confiance entière dans l'influence de M. Barman, son chargé d'affaires à Paris, il a le projet, dit-on, d'envoyer auprès du prince-président en mission extraordinaire, M. le général Dufour. C'est pour lui faire accepter cette mission qu'il lui a donné, malgré la peur de se voir attaqué par les journaux radicaux, la permission de porter la croix de grand officier de la Légion d'honneur qu'il a reçue du président⁴⁰. On espère que celui-ci accordera aux représentations d'un homme du poids de M. le général Dufour plus d'attention qu'aux discours du chargé d'affaires de Suisse.

» Au reste, si ce dernier n'inspire qu'une confiance limitée à Paris, il n'y a pas trop lieu de s'en étonner : M. Barman et sa famille ont été promoteurs de différentes insurrections qui ont ensanglanté le Valais. En 1848, il était président de la société du Grütli, association radicale affiliée au club de l'Ours et c'est comme son délégué qu'il a tenu des allocutions radicales à M. de Lamartine et qu'il a porté le drapeau helvétique dans les démonstrations démagogiques de cette époque néfaste. Enfin, aujourd'hui encore, il entretient une correspondance des plus actives avec cette société et se sert d'elle comme d'un stimulant quand le Conseil fédéral ne marche pas dans ses vues. Après les événements de Décembre, il écrivait à Berne que le ministre d'Amérique et lui avaient été les derniers à se rendre à l'Elysée et qu'il avait toujours eu soin de ne pas se servir du terme de Monseigneur en parlant au président. Tels sont, du moins, les bruits qui circulent sur son compte »⁴¹.

Il doit être difficile de distiller tant de fiel, d'en garnir des flèches et de les envoyer en faisceau, pourtant nous verrons mieux. Contentons-nous de savoir que Turgot laissa ce message comme bien d'autres sans réponse et que sa discrétion sauva la carrière de Salignac⁴².

Notons aussi que c'est à cette époque que Barman rencontra l'homme qui devait permettre la réalisation du projet de voie ferrée en Valais, Pierre-Adrien de La Valette⁴³, ce qui ne l'em-

⁴⁰ Délibération du Conseil fédéral du 2 février 1852.

⁴¹ MAE, Suisse, vol. 569, fol. 266.

⁴² Pour plus de détails, voir H. Bessler, *op. cit.*, pp. 140-156.

⁴³ P. de Rivaz, *op. cit.*, p. 100.

pêche pas d'écrire à son frère Maurice, le 15 octobre 1852 : « Toujours est-il que je ne me fais pas à l'idée de voir un chemin de fer en Valais... Demain, entrée triomphale du prince et le mot de président ne figure déjà plus ; à bientôt l'empire... » ⁴⁴.

En 1852, le général Dufour, lié d'amitié avec Louis-Napoléon depuis qu'ils s'étaient rencontrés à l'école d'artillerie à Thouné ⁴⁵, fit deux voyages à Paris qui furent surtout consacrés aux questions de chemins de fer et au tracé du Lyon-Genève, mais les entretiens qu'il eut avec le prince-président s'étendirent à toutes les affaires en discussion. Un député au Conseil national, M. Blanchenay, mit alors en doute la nécessité d'entretenir un chargé d'affaires à Paris à l'occasion des discussions du rapport de gestion du Conseil fédéral à la séance du 6 juillet 1853, et Barman demanda à pouvoir réfuter les reproches qu'il estimait avoir ainsi reçus.

Nous avons retrouvé aux Archives fédérales la minute de la lettre qui lui fut envoyée le 12 juillet. Le Conseil fédéral lui déclarait alors :

« Les expressions dont on s'est servi dans le cours de la discussion et qui se rapportent à votre activité ne peuvent pas le moins du monde influencer sur la manière de voir du Conseil fédéral, attendu que nous avons eu occasion depuis des années d'observer votre gestion et de nous former ainsi un jugement sur votre sphère d'activité tout entière. Fondés là-dessus, nous avons toujours été dans le cas d'exprimer des éloges relativement à vos fonctions officielles et nous n'hésitons pas non plus aujourd'hui à vous témoigner notre entière satisfaction à cet égard. Partant du même point de vue, un membre du Conseil fédéral a déjà, le 7 juillet, pris votre défense au sein du Conseil national et a rendu à la manière dont vous gérez les affaires de la légation la justice que vous réclamez et qui peut vous paraître désirable ⁴⁶ ».

En fait, il avait été question d'une invitation du Conseil national au Conseil fédéral à lui présenter un rapport sur la question de savoir (vraisemblablement pour des raisons d'économie), si l'on ne pourrait pas remplacer par des consulats les postes de chargés d'affaires à Paris et à Vienne ⁴⁷.

Mais en dépit des déclarations officielles, il est plus que certain que des attaques contre la présence de Barman comme représentant suisse à Paris commençaient à se faire jour, tandis

⁴⁴ AV, Fonds P. de Torrenté.

⁴⁵ H. Bessler, *op. cit.*, p. 166.

⁴⁶ AF, DPF, Légation..., carton 350, pièce 48.

⁴⁷ R. de Weck, *La représentation diplomatique de la Suisse*, Paris, 1911, p. 28.

que lui-même se laisse aller à exprimer quelques premières déceptions.

Il écrit à son frère Maurice, le 19 janvier 1854 :

« Je suis à la recherche d'un appartement, mon propriétaire voulant 3000 fr. d'augmentation. Il ne m'est pas possible d'arriver à 7000. Je prendrai un appartement plus modeste que je n'aurai cependant pas à moins de 5000 fr. Ils sont à un prix fabuleux et on va abattre encore, ces jours-ci, 108 maisons. J'ai dû prendre une voiture pour ne pas faire une exception, il a fallu à ma femme un manteau de cour. Tout est à des prix fabuleux. Aussi en suis-je à regretter mon traitement de 5000 fr. comme gérant du Gaz de Calais qui m'aurait permis de résider en Suisse. Je ne serais du moins pas publiquement attaqué par un brouillon jaloux » ⁴⁸.

Si ce n'était que cela, mais tout au long de ces années de 1850 à 1855, le rang des agents diplomatiques suisses, leurs traitements, leur utilité, ont fait l'objet de plusieurs questions et rapports aux autorités fédérales.

Joseph Barman suit attentivement l'évolution de ces discussions et donne maintes fois l'impression de se sentir personnellement en cause. Il est si bien informé qu'il écrit le 27 mai 1856 à son frère Maurice :

« Je te dirai confidentiellement que le Conseil fédéral va proposer à l'Assemblée de me nommer ministre avec 6000 fr. d'augmentation, pas même pour une voiture » ⁴⁹.

C'est un arrêté de l'Assemblée fédérale du 26 juillet 1856 qui lui confère enfin le titre de ministre plénipotentiaire.

Quand le lecteur lira, plus loin, l'histoire de son rappel, il ne devra pas oublier que, le jour même de cette nomination, le Conseil fédéral informe S. M. le très auguste et puissant prince Napoléon III, empereur des Français, en déclarant « le patriotisme éprouvé, les lumières et les talents de son ministre nouvellement nommé lui sont garants qu'il ne négligerait rien pour atteindre le but proposé si désirable dans l'intérêt des deux pays ».

IV. Le rappel

L'insurrection neuchâteloise des 2 et 3 septembre 1856 et ses suites avait placé le roi de Prusse dans une situation délicate. Son honneur lui imposait de soutenir ceux qui avaient témérairement pris les armes pour sa cause, mais les autorités fédérales ne pouvaient consentir à étouffer le procès engagé contre les révoltés.

⁴⁸ AV, Fonds P. de Torrenté.

⁴⁹ *Ibidem*.

Les tractations engagées pour trouver une solution acceptable n'avançaient pas. L'empereur souhaitait que l'affaire soit réglée au gré de notre pays et il exprima ce désir au ministre Barman. Ce dernier a exposé son rôle dans un livre ⁵⁰ dont nous nous bornerons à résumer quelques pages en maintenant toutefois le texte original de certains passages.

On peut y lire :

« J'avais peut-être plus que personne la perception nette du danger et nul à coup sûr ne s'en préoccupait plus que moi. C'est dans cette phase du conflit, la seule vraiment dangereuse, qu'encouragé par de bienveillantes dispositions je pris le parti de me rendre à Berne et de tenter un dernier effort pour éviter à mon pays la catastrophe vers laquelle il se précipitait avec une sorte d'enthousiasme irréfléchi » ⁵¹.

A Berne, aux derniers jours de 1856, lorsque Barman, peu d'heures avant son départ, s'en fut prendre congé du président de la Confédération pour recevoir ses dernières instructions, il ne fut pas peu surpris d'apprendre que le D^r Kern lui était adjoint.

Il explique ce qui, très probablement, s'était passé :

« L'empereur m'avait fait l'honneur de me demander, avant mon départ pour la Suisse, ce qu'était devenu le D^r Kern, qu'il y avait vu autrefois. J'avais répondu à Sa Majesté qu'il était président du Conseil d'école et membre du Conseil des Etats ; et la conversation en était restée strictement là. Lorsque je rapportai à M. Kern la question dont il avait été l'objet, je l'en vis soudainement très impressionné. Plus tard, j'appris que, s'étant rendu immédiatement auprès d'un membre du Conseil fédéral, il lui avait dit que Sa Majesté m'avait demandé ce que M. Kern pensait de la question de Neuchâtel et avait témoigné le désir de connaître son opinion à cet égard ⁵² ; il offrit en même temps d'écrire à l'empereur, de concert avec le général Dufour, pour exposer en commun leurs vues personnelles.

» Le Conseil fédéral, à qui fut rapportée la question de l'empereur ainsi dénaturée, crut sans doute y voir une indication de la part de ce souverain, et au lieu de charger M. Kern d'écrire comme il en faisait l'offre, il lui confia la mission qu'il recherchait » ⁵³.

Nous connaissons trop l'indépendance d'esprit dont pouvait faire preuve notre Valaisan ainsi que sa rapidité de décision

⁵⁰ *Des négociations diplomatiques relatives à Neuchâtel*, Genève et Paris, 1858, 96 p.

⁵¹ *Ibidem*, p. 30.

⁵² Barman n'a été informé de cette version que plus tard par la presse, et il ne put rétablir la vérité auprès du Conseil fédéral que par dépêche du 19 mars ; mais les dés étaient jetés.

⁵³ J.-H. Barman, *op. cit.*, p. 34.

quand on éveillait sa susceptibilité et son honnêteté de pensée pour ne pas admettre sans autre ses déclarations à ce sujet.

« Lorsque peu d'heures avant mon départ, je me rendis auprès du président de la Confédération pour recevoir mes instructions, il m'apprit que M. le D^r Kern m'avait été adjoint.

» Je n'hésitai pas à offrir ma démission, non par un sentiment de susceptibilité qui eût été déplacé dans une circonstance aussi grave, mais par l'unique considération qu'en témoignant d'un manque de confiance à mon égard, l'adjonction d'un collègue amoindrirait ma position officielle et la considération qui devait y rester attachée pour être utile à mon pays.

» M. Stämpfli m'assura dans les termes les plus obligeants qu'aucune pensée de défiance n'avait dicté la mesure dont je me plaignais et il évoqua pour vaincre ma résolution le salut de la patrie. Je ne sus pas résister à cet appel adressé à mes sentiments et je ne tardai pas à m'en repentir » ⁵⁴.

MM. Barman et Kern furent reçus, les 4 et 5 janvier 1857, par l'empereur qui leur donna connaissance d'une lettre confidentielle du roi de Prusse promettant de renoncer à ses droits en cas de libération des prisonniers.

Cette libération devait avoir lieu, en apparence, sans condition, ce qui rendait difficile la tâche du Conseil fédéral en présence des Chambres et de l'opinion publique, qui ne pouvaient manquer de voir dans cette mesure une injustifiable reculade. Pour la faire accepter par les Chambres, il fallut que dans une réunion de députés tenue aux environs du 12 janvier, à la Cigogne à Berne, le D^r Kern fit connaître, sous le sceau du secret, la véritable situation. Les députés se laissèrent convaincre ⁵⁵.

Nous laisserons les pourparlers et les interventions suivre leur cours dont nous connaissons l'heureux aboutissement pour nous occuper de la détérioration des relations entre nos envoyés diplomatiques.

Un chapitre intitulé « Incidents personnels » ⁵⁶ nous livre les histoires d'amour-propre blessé. L'atmosphère laisse apparaître non seulement les heurts qui se sont produits entre Barman et Kern, mais nous fait sentir que le premier, dont la nature n'était pas d'être courtisan, n'a jamais été impressionné par l'ascension du chef de l'Etat et ses changements de titre, tandis que le second, heureux d'être demeuré dans la mémoire du citoyen thurgovien devenu empereur des Français, a dû rapidement s'adapter aux mœurs de la cour impériale.

Comment s'étonner que le D^r Kern n'ait alors pas manqué de recueillir avidement tout ce qui pouvait être dit contre Barman

⁵⁴ *Ibidem*, p. 33.

⁵⁵ Numa Droz, *op. cit.*, p. 291.

⁵⁶ J.-H. Barman, *op. cit.*, pp. 86-89.

dans les salons parisiens au cours de ces conversations mondaines qui trop souvent, hélas ! s'approvisionnent de critiques médisantes ? Si Barman l'accuse d'en avoir fait dès son retour en Suisse des histoires d'auberges ⁵⁷, nous avons trouvé dans la correspondance de Kern à M. le Dr Escher ⁵⁸, alors président de la direction du Chemin de fer du Nord-Est, plusieurs lettres qui confirment son besoin de diminuer notre ministre en place.

Il écrit le 7 janvier 1857 pour s'en déclarer insatisfait, l'accusant de fierté qui l'empêche d'avoir une attitude diplomatique. Dans une communication ultérieure, il fait état d'une conversation avec Napoléon qui l'aurait prié à venir le voir fréquemment et sans gêne aucune. Il sera toujours prêt à l'accueillir. En bon Suisse, le Dr Kern accepte ingénument ces paroles qui ne sont trop souvent que formules. Il ne manque cependant pas d'ajouter insidieusement que le lendemain, au cours d'une visite au prince Jérôme, ce dernier lui a parlé « de la même façon » [?] de Barman dont le remplacement serait souhaité.

Il a dû se plaindre à Berne même d'un manque d'égards de Barman qui ne lui aurait pas rendu sa visite à son retour à Paris et lui aurait marqué de l'éloignement dans une réunion de société. Une lettre du Conseil fédéral, en date du 30 janvier, signée Fornerod, précise ces griefs à Barman qui les juge si futiles que seul un désir aveugle de lui nuire peut avoir provoqué une telle démarche ⁵⁹.

Mais notre homme lui-même n'est-il pas de plus en plus susceptible ? On a l'impression que son orgueil lui fait recevoir des coups qui ne lui sont pas, du moins personnellement, destinés.

Il est vrai que tous les moyens sont bons à ses adversaires et il est curieux de trouver aux Archives fédérales une copie, certifiée conforme par le chancelier de la Confédération, d'une lettre datée de Paris, le 24 juin 1857, dont le contenu est une violente critique de notre ministre et un engagement à le remplacer par Kern.

Nous n'en citerons que la première phrase :

« Monsieur, le Conseil fédéral s'occupe, me dit-on, de la position de M. Barman à Paris, et notre ami M. Kern m'assure que vous recevriez volontiers quelques informations à ce sujet. Quelle que soit la répugnance qu'on éprouve à aborder des questions personnelles, il est des circonstances, et celle-ci est du nombre, où cette répugnance doit céder devant les intérêts généraux » ⁶⁰.

Il n'y a pas de signature ni d'indication concernant le destinataire, mais une mention « Original remis au conseiller fédéral

⁵⁷ *Ibidem*, p. 88.

⁵⁸ AF, Fonds Escher, Correspondance, carton H-K.

⁵⁹ J.-H. Barman, *op. cit.*, p. 86.

⁶⁰ AF, DPF, Légation..., carton 350, pièce 48.

Fornerod, le 25 mai 1858 ». On ne peut que se demander quel fut cet « ami » de Kern qui réussit cette manœuvre d'éjecter son venin à point voulu et à faire retirer son envoi une fois l'effet obtenu. Le texte entier est du meilleur Tartufe, mais pourquoi ce rédacteur s'obstine-t-il à écrire « M. Barmann » avec deux n alors qu'il déclare le connaître très bien et n'avoir aucun sujet personnel à lui en vouloir ?

Ce mystère n'est pas le seul, car avec le document ci-dessus, on peut prendre connaissance d'une lettre datée de Fribourg, le 23 août, donc postérieurement à la démission de Barman, écrite par Delley en réponse à une demande de renseignements qui lui fut adressée par le président de la Confédération sur la légation à Paris sous Barman.

Quelles raisons poussaient-elles encore à une telle enquête ? Et quand on lit certaines accusations graves, mais nettement formulées de cet ancien employé, remercié en 1852, on ne s'explique pas qu'elles n'aient pas eu de suites. Il est vrai que Delley se laisse aller à des suppositions, prétendant que les signatures apposées en 1848 sur les pétitions au Conseil fédéral pour la nomination de Barman furent surprises, ainsi qu'à des appréciations d'adversaire politique sur l'activité en Valais de celui qui fut plus tard son chef pendant quatre ans à Paris.

On n'attendait donc plus à Berne que l'occasion qui permettrait de donner satisfaction à ses ennemis.

Ce fut le rapport de la commission du Conseil national sur l'administration publique de l'année 1856 qui la fournit. La gestion des différents départements y était examinée. En ce qui concerne le Département politique, il n'y a qu'une appréciation générale sur nos représentations diplomatiques. Voici, en traduction du texte original allemand, ce qui nous intéresse :

« La commission termine ses quelques petites remarques sur l'activité diplomatique du Conseil fédéral avec l'espoir qu'il réussira, pour une favorable et heureuse solution dans les discussions encore en cours, aussi bien pour la Confédération que pour les cantons intéressés, à trouver toujours les „organes" appliqués, patriotiquement censés à être désignés et en mesure de sauvegarder et de représenter nos intérêts à l'étranger avec compétence, influence, dignité et succès » ⁶¹.

Le brouillon de la lettre qui fut adressée à Barman montre la difficulté de sa rédaction définitive. Elle s'appuie dans son premier paragraphe sur le rapport précité. Tout d'abord cité *in extenso*, ces lignes sont barrées et remplacées par :

« une observation qui impliquait pour le Conseil fédéral l'obligation de procéder à un changement du personnel », puis par :

⁶¹ Procès-verbaux du Conseil national, séance du 9 juillet 1857, vol. 17, No 600.

« une observation qui consacre comme établie la nécessité d'un changement de personnel » ⁶².

Et nous poursuivons la lecture de la lettre :

« Cette observation de l'unanimité de la commission n'a soulevé aucune opposition dans le sein des Chambres : on doit admettre qu'elle a obtenu leur assentiment... Après un examen approfondi, le Conseil fédéral a ainsi acquis la conviction qu'un changement dans le personnel de la représentation à Paris était dans les intérêts de la Suisse et il a pris, en conséquence, une décision en harmonie avec l'opinion de la commission et des conseils.

» Il m'a chargé de vous faire confidentiellement cette communication. Vous serez mis de la sorte en mesure de prendre spontanément la détermination que vous dictera, sans doute, la condition dans laquelle se trouve l'autorité dont vous relevez ⁶³, etc. ...

» En m'acquittant de la pénible commission dont m'a chargé le Conseil fédéral, je me permets, Monsieur le ministre, de vous exprimer le regret qu'il éprouve de devoir vous faire une communication de la mesure de celle qui précède et je vous prie...

» Le président de la Confédération, chef du Département politique ».

Le document porte les dates : 19-22 juillet 1857.

Barman, le 19 juillet, demande de Paris un congé de cinq semaines et doit confirmer cette requête par télégramme en date du 27 juillet.

Pendant ce temps, la situation est analysée en Suisse par le ministre de France Salignac qui fait ses rapports au comte Walewski, ministre des Affaires Etrangères. Une dépêche du 25 juillet nous livre l'opinion suivante :

« M. Barman, ministre à Paris, est toujours menacé d'un rappel ou d'un changement, et l'on croit que M. Kern finira par être nommé à sa place. Le Conseil fédéral observe un silence complet sur ce chapitre délicat. Mais il paraît qu'au sein du Parlement, les députés opposés à M. Barman s'agitent pour lui donner un successeur et que la majorité du Conseil fédéral qui se trouve un peu gêné lorsqu'il s'agit de faire traiter par lui à Paris, auprès de Votre Excellence, des questions qui touchent aux matières qui ont fait l'objet des conférences auxquelles il n'a point assisté, ne voit pas ces démarches avec un grand mécontentement » ⁶⁴.

Nous avons aussi la lettre de démission de Barman, datée de Berne, Abbaye du Singe, le 30 juillet 1857.

⁶² AF, DPF, Légation..., carton 350, pièce 50.

⁶³ La calligraphie de ce document mériterait l'attention d'un graphologue ; le z de ce dernier mot se termine notamment par un paraphe explosif qui doit dénoter la délivrance d'un embarras de rédaction.

⁶⁴ MAE, Suisse, vol. 584, fol. 81.

Son texte est éloquent :

« Ensuite de la lettre que M. le président de la Confédération m'a écrite de votre part le 19-22 de ce mois, je n'ai pas hésité à vous transmettre ma démission.

» Mais le point capital pour moi reste à éclaircir : c'est celui de savoir si, ainsi que la lettre prémentionnée le suppose, les imputations de manque de capacités, de patriotisme et autres, faites par la commission de gestion du Conseil national, page 7, me sont réellement applicables.

» Fort de ma conscience, je ne m'étais pas cru, je ne me crois pas encore atteint par ces imputations et ceux de MM. les membres de la commission que j'ai eu l'honneur de voir à Berne ont bien voulu me dire que je ne me trompai pas.

» Il importe à mon honneur et à ma réputation d'obtenir à cet égard une assurance qui éloigne toute possibilité d'équivoque, c'est ce que je viens, Messieurs, réclamer de votre justice. ⁶⁵ »

La signature est énergique, et suivie de la mention « ministre démissionnaire ».

Ce texte trouve une explication dans une dépêche de Salignac à Walewski du 31 juillet :

« M. Barman est arrivé ici [*donc à Berne*] hier. Il paraît prendre bravement son parti de la démission qu'on l'a forcé de donner : mais il cherche maintenant à faire déclarer au gouvernement que certaine phrase du rapport du Conseil national sur la gestion du Conseil fédéral en 1856 ne contient pas un reproche indirect contre lui. Je pense que le Conseil fédéral consentira à ce qu'il désire. M. Fornerod, [*président de la Confédération et chef du Département politique*], ne lui a pas fait cependant un accueil très bienveillant. Il lui aurait laissé entrevoir que, dans son opinion, il n'avait à Paris, ni l'influence, ni l'autorité morale qu'on désire. Mais lorsque Barman a demandé des détails, M. Fornerod a répondu par des phrases assez vagues. On aurait dit entre autres que M. Barman n'était pas en faveur auprès de S. A. le prince Napoléon. Cette information serait venue, croit-on, de M. Fazy... On aurait tort de penser que la nomination de M. Kern soit précisément bien vue par le Conseil fédéral. Cette nomination est due à l'influence de M. Escher et des députés de la Suisse allemande. La partie la plus radicale du Conseil aurait voulu garder M. Barman. La fraction plus conservatrice avait ses préférences ailleurs. Pour ce qui est de M. le président Fornerod, je vous dis même qu'il ambitionnait pour lui-même le poste de Paris » ⁶⁶.

⁶⁵ AF, DPF, Légation..., carton 350, pièce 59.

⁶⁶ MAE, Suisse, vol. 584, fol. 58.

On comprend mieux maintenant que J.-B. Bertrand dans son esquisse biographique citée plus haut qualifie de « secrets » les motifs de ce rappel.

L'histoire diplomatique de Joseph-Hyacinthe Barman est terminée. Il convient toutefois de savoir que, par lettre du 31 juillet, le président Fornerod lui a écrit :

« Je n'hésite pas à faire acte de justice en vous annonçant que le Conseil fédéral n'a jamais eu la pensée de vous appliquer les qualifications de manque de capacité, de patriotisme ou de dignité indiquées dans le rapport sur l'examen de la gestion. Telle n'est point la portée de ma dépêche confidentielle du 19-22 juillet. Les raisons qui ont motivé la communication que je vous ai faite, laissent entièrement intacte l'honorabilité de votre caractère. Je me réfère, d'ailleurs, aux conversations que j'ai eues avec vous » ⁶⁷.

La remise de la légation, des pouvoirs et du sceau souleva bien encore quelques difficultés qui dénotent l'énervement difficilement supporté par Barman. Deux lettres du même jour, la première de ce dernier, la seconde de Kern au Conseil fédéral, exposent les points de vue de deux susceptibilités pour une question à laquelle seuls les intéressés devaient donner de l'importance : l'interprétation des instructions du Conseil fédéral. L'opération eut lieu le 26 octobre 1857. Barman a exprimé toute son amertume dans les dernières pages qu'il a consacrées aux négociations relatives à Neuchâtel, et il est demeuré à Paris, chargé de mission par un groupe de grands banquiers suisses.

Il reçut la croix d'officier de la Légion d'honneur le 30 octobre 1860 en qualité d'ancien ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris où il habitait en dernier lieu 16, rue Pigalle.

Le ministre d'Italie Ruffini, en vacances à Thoune, lui écrit à Saint-Maurice, le 26 décembre 1870 : « Je m'étais figuré que surpris comme tant d'autres par les événements, vous étiez enfermé dans Paris où vous faisiez une cure forcée d'hippophagie » ⁶⁸, mais le retour en Valais de la famille Barman n'eut lieu définitivement qu'en août 1871 ⁶⁹.

⁶⁷ AF, DPF, Légation..., carton 350, pièce 60.

⁶⁸ AV, Fonds J. Marclay. Ce fonds comprend une importante collection de lettres non classées ayant trait à de nombreuses questions les plus diverses et plus spécialement aux tractations concernant la construction du chemin de fer en Valais. Bien des amis de Paris, de France et de Pologne écrivent à Barman à Saint-Maurice à l'occasion de la Saint-Joseph pour adresser leurs vœux en réitérant leur amitié et leur gratitude pour des services rendus.

⁶⁹ Cette étude n'a pu être menée à temps à son terme que grâce à l'obligeance de MM. F. Doussel, à Paris, André Donnet, à Sion, L. Haas et Oscar Gauye, à Berne ; qu'ils soient ici remerciés.